

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21990 - 81ÈME ANNÉE

## Risques de délocalisations massives pour augmenter les profits de patrons français et réunionnais

### Face à l'APE Madagascar–Union européenne : rompre avec l'assimilation pour construire le co-développement



Madagascar et l'Union européenne s'acheminent vers un APE élargi. Derrière les promesses officielles, le risque est grand de renforcer la mise en concurrence des travailleurs au profit des capitalistes français et réunionnais. Le co-développement régional impose de rompre avec l'assimilation néocoloniale et de construire un dialogue égalitaire entre Réunionnais et Malgaches. Face à ces enjeux majeurs, le co-développement impose de rompre avec l'assimilation néocoloniale. Pourtant, les députés réunionnais au Parlement européen gardent le silence.

Photo : Hypermarché acheté par le Groupe Bernard Hayot à Madagascar

Madagascar et l'Union européenne (UE) sont sur le point de conclure un Accord de Partenariat Économique (APE) élargi, après seize rounds de négociations intensives. Présenté comme un levier de croissance et d'intégration commerciale, cet accord soulève pourtant de graves inquiétudes quant à ses conséquences sociales et régionales, en particulier pour les peuples de l'océan Indien.

L'Union européenne reste le premier partenaire commercial de Madagascar, absorbant plus de 30 % de ses exportations. Ces chiffres, souvent mis en avant par les institutions européennes, masquent une réalité bien connue : des échanges structurés au profit des grandes puissances économiques et des intérêts capitalistes, bien plus qu'au service des peuples.

L'extension de l'APE aux services constitue un point de rupture. Elle ouvre la voie à des délocalisations depuis La Réunion vers Madagascar dans des secteurs comme l'informatique, la comptabilité ou les services financiers. Pour certains patrons réunionnais, l'objectif est clair : accroître les profits en profitant d'une main-d'œuvre malgache payée autour de 100 euros par mois, quand les travailleurs réunionnais bénéficient du SMIC français et, parfois, de conventions collectives plus protectrices. Ce qui reste de l'industrie réunionnaise est également concerné. Cette logique organise sciemment la mise en concurrence des travailleurs de la région.

### Rompre avec l'assimilation pour survivre

Face à ce danger, le co-développement ne peut être un slogan creux. Il impose une rupture franche avec le modèle d'assimilation importé par le néocolonialisme français, qui pousse La Réunion à se tourner exclusivement vers la France, à la prendre pour unique référence et à ignorer son environnement régional. Cette aliénation nourrit un complexe de supériorité artificiel et empêche la construction de relations équilibrées avec nos voisins.

### Engager un dialogue respectueux

Construire le co-développement, c'est choisir de regarder vers Madagascar, vers l'Afrique et vers l'océan Indien, et d'engager avec ces peuples un dialogue respectueux, fondé sur l'égalité, la complémentarité économique et la solidarité. Le développement de La Réunion ne peut pas se faire contre celui de Madagascar, pas plus que le développement malgache ne

doit servir de variable d'ajustement aux intérêts du patronat réunionnais.

L'APE pose ainsi une question fondamentale : voulons-nous d'une intégration régionale au service des profits, ou d'une coopération solidaire au service des peuples ? Rompre avec l'assimilation, refuser la concurrence sociale et bâtir un véritable co-développement régional sont des choix politiques incontournables si l'on veut sortir des logiques néolibérales imposées par l'Union européenne et le néocolonialisme français.

### Que font les députés européens ?

Dans ce contexte, le silence des trois députés réunionnais au Parlement européen est assourdissant. Alors que cet APE engage l'avenir économique et social de la région, ils n'informent même pas la population réunionnaise des enjeux et des risques de cet accord. Aucune prise de position publique, aucun débat organisé, aucune alerte sur les conséquences possibles pour l'emploi et les travailleurs.

À quoi servent-ils, sinon à cautionner par leur silence des décisions prises loin des peuples concernés ? À l'heure où l'Union européenne impose ses accords au nom du libre-échange, l'absence totale de transparence et d'intervention des élus réunionnais pose une question démocratique fondamentale. Leur responsabilité est engagée. Le peuple réunionnais mérite mieux que le mutisme de ceux qui prétendent les représenter.

M.M.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

## Un Etat indien dirigé notamment par un Parti communiste

# Kerala : un modèle de développement social

4e puissance économique mondiale depuis cette année, l'Inde a connu des transformations majeures depuis son indépendance en 1947. Au sein des 29 États de l'Union Indienne, le Kerala, peuplé de 36 millions d'habitants, occupe une place singulière, ayant été gouverné de manière récurrente par le Parti communiste et ses partenaires au sein la Left Democratic Front (LDF). Ces gouvernements ont institutionnalisé des politiques sociales orientées vers l'égalité et l'accès universel aux services publics, ce qui a fortement contribué aux résultats positifs dans les indicateurs humains.

La première législature communiste élue en 1957 a mis en place des réformes agraires importantes qui ont redistribué la terre aux paysans et limité le pouvoir des élites traditionnelles.

Depuis, des campagnes d'alphabétisation, une décentralisation des programmes sociaux, et des investissements publics dans les services de base ont été des constantes des gouvernements dirigés par la LDF/CPI(M) (Parti Communiste Indien Marxiste).

Comparativement à la plupart des autres États indiens, le Kerala se distingue par des performances sociales supérieures, ce qui est souvent interprété comme une conséquence directe de politiques publiques progressistes mises en place sous gouvernements communistes.

Le Kerala affiche un taux d'alphabétisation de 99 %, une espérance de vie de 78 ans et un taux de mortalité infantile de 5 ‰ soit inférieur par exemple à un pays comme les États-Unis (5,6 ‰).

### Inspirer d'autres régions ou pays confrontés à des défis sociaux comparables

Ces résultats ont souvent été présentés comme une alternative aux modèles de développement centrés sur la croissance économique uniquement, mettant plutôt l'accent sur l'équité sociale et l'accès universel aux services publics.

L'une des clés du "modèle Kerala" repose sur des niveaux exceptionnellement élevés d'éducation et de santé publique. Le Kerala fut le premier État indien déclaré totalement alphabétisé, un accomplissement lié à des politiques éducatives proactives dès l'indépendance de l'Inde.

Parallèlement, des initiatives telles que l'Aardram



Mission visant à transformer les services publics de santé pour les rendre plus accessibles, efficaces et centrés sur les populations vulnérables, en particulier via des centres de santé de famille renforcés.

### Éradication de l'extrême pauvreté

En novembre 2025, le gouvernement local a fait une annonce marquante : l'éradication de l'extrême pauvreté dans l'État, résultat d'un programme intensif de soutien personnalisé pour les familles les plus vulnérables.

Ce succès s'inscrit dans la longue tradition keralaise de programmes sociaux et de gouvernance décentralisée où les services publics, la solidarité locale et des politiques proactives se combinent pour réduire significativement les privations.

L'IDH (Indice de Développement Humain) du Kerala est parmi les plus élevés de l'Inde, autour de 0,79 selon des estimations récentes, ce qui place l'État dans une catégorie de développement humain élevé.

L'expérience du Kerala montre qu'un autre chemin de développement est possible et pourrait utilement inspirer d'autres régions ou pays confrontés à des défis sociaux comparables.

**Sanjiv Dinama**

# Oté

## Mézami alon anparl listoir Furcy,...fasson anparl in pé listoir nout péi.(sétyèm boute)

Mézami mwin la fine dir azot an mouran Madeleine-sa lété l'ané 1815- la lèss troi koli pou son zanfan. Dè gro épi in pti. Dann bann gro l'avé son zéfè pèrsonèl é dan lo pti l'avé arienk papyé. Joseph Lory konm mwin la fine di azot la pran lo dè gro koli pou l'irman pars li téi panss in zésklav l'avé pwin lo droi done son bien son sikssession — é li la lèss lo pti pou lo Dè zanfan Madeleine : constance son fiye épi furcy son garsson.

Sé Constance la pran lo pti koli é èl la komanss fouye dedan pou oir, kossa lété s o bann papyé son momon l'avé ramassé.L'avé in bann papyé ofisyèl épi konm mwin la di azot lo testaman Madam Routier avèk toute sak èl téi lèss pou son lérityé. Mé in l'obsèrvasson la pa mank étone Constance.

Inn modékri madam Routier-mor l'ané 1808- la lèss pou son lérityé é el téi domann ali d'libèr Madeleine pars èl l'avé afranshi sète-la dopi « bien lontan ». Lo bien lontan an késtyon lété l'ané 1789 é konm zot i koné libérasson-la lété pa suivi par in zèss — kékshoz konm koi èl téi propoz Madeleine son liberté. El i ékri Madeleine té résté fidèl ok mé sé in grav linzistiss pa libèr in zésklav afranshi é pa done ali lo moiyn pou gingn sa vi. Dann kode noir sa lété kant mèm bien marké sa.

Mwin la lir kékpar sak Madeleine téi vé lété la libèrté pou son gasson Furcy mé d'aprè sak i di dann liv Mohammed Aissaoui épi sa lété dann mémoir in om de loi antiésklavaziss-mé nou va an roparl sa — toute bann diskission Madeleine l'avé avèk Madame Routier épi Joseph Lory la pa sèrv de rien pars téi fini touzour par in dispite é Madeleine téi vé pa so lanbordir-la tété riskab annuir Furcy é porte ali tor. Dann file mwin la anparl azot Furcy i di son momon téi vé paf é gingn ali zannuiman.

Mé wala, astèr Constance épi Furcy pars la sèr la inform lo frèr, dann papyé madam Routier l'avé do koi pou Furcy réklam son libèrté é sé sak v'arivé san tardé kan Constance épi Furcy va déside fé azir la loi mèm si sé la loi bann zésklavaziss é sa lé pa a fyé konm zot i koné.

A bon antandèr salu !

.

*Justin*